- 6 MAR 1978
Transmis

CK.

L. 13.023/2.
L. 13.024/2.
L. 13.025/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 février 1978, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

1) un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciales",

2) un projet d'arrêté royal "relatif à la forme des copies des comptes annuels délivrées par la Banque Nationale de Belgique et au montant des frais dûs à la Banque Nationale de Belgique pour l'obtention de ces copies",

3) un projet d'arrêté ministériel "relatif aux frais de publicité des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale",

a donné le 13 février 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e februari 1978 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de neerlegging en de bekendmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen",

2) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vorm van de afschriften van jaarrekeningen die door de Nationale Bank van België worden afgegeven en het bedrag van de kosten dat voor het verkrijgen van die afschriften aan de Nationale Bank van België is verschuldigd",

3) een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van het tarief voor de openbaarmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen",

heeft de 13e februari 1978 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Les projets d'arrêtés royaux et ministériels tendent à exécuter des dispositions qui n'ont pas encore acquis force de loi.

Le présent avis est donné sous la réserve que les dispositions à exécuter soient votées et promulguées conformément au texte du projet de loi transmis à la Chambre des Représentants par le Sénat (doc. Chambre - sess. 1977/1978, n° 254-1).

*

II. De même qu'ont été fusionnés en un seul projet les projets de loi successifs que les projets présentement examinés tendent à exécuter, il semblerait s'indiquer, dans un souci de concordance, que soient fusionnés les projets d'arrêtés royaux destinés à assurer respectivement l'exécution des articles 10, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 3, et 80, alinéa 3 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales d'une part, et de l'article 177bis des mêmes lois coordonnées, d'autre part.

*

* *

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Sous le bénéfice de l'observation générale n° II ci-dessous, le texte pourrait être modifié comme suit :

I. Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale.

L'alinéa 1er du préambule doit être rédigé en ces termes :

"Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 10, § 2, alinéa 2, § 3, alinéa 3, modifié par la loi du 6 mars 1973, l'article 80, alinéa 3 modifié par la loi du ... et l'article 177bis, inséré par la loi du ...".

L'arrêté royal du 7 août 1973 relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale ne constitue pas le fondement légal du projet. Sa mention doit être omise et, le second alinéa du préambule, par conséquent, supprimé.

*

Article ler.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ler.-

Il est apporté les modifications suivantes à l'intitulé de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale :

1° les mots "au dépôt et à la publication" sont remplacés par les mots "à la publicité";

2° dans le texte néerlandais, le mot "vorm" est remplacé pa le mot "rechtsvorm".

Article 5.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1974, est remplacé par la disposition suivante :
"Article 6 ...".

§ ler. Les deux premiers alinéas seraient mieux rédigés comme suit :

"§ ler. Les extraits d'actes dont la publication pa la voie du Moniteur belge est requise, sont accompagnés

d'autant de copies qu'il y a de sociétés dont les opérations ... (la suite comme au projet).

Les actes donnant lieu à publication par mention sont déposés en un exemplaire. Les comptes annuels doivent être accompagnés d'une copie".

La rédaction suivante est proposée pour la première phrase de l'alinéa 3 :

"Le texte des mentions est déposé en deux exemplaires".

§ 4. Dans un souci de clarté, il s'indiquerait que l'annexe à laquelle cette disposition renvoie porte en exergue la mention "formule IV".

Article 9.

L'article 11 nouveau serait mieux rédigé comme suit :

"Article 11.-

Lorsqu'il y a lieu à publication, elle se fait par la voie des annexes au Moniteur belge dans les délais que la loi détermine".

.../...

Article 12.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 15 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant : ...".

Article 13.

Il conviendrait de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 13.-

Dans le texte néerlandais des articles 2, alinéa ler, 3, alinéa 2, 4, alinéa 2, 5, § ler, 3° et 15, alinéas ler et 2, du même arrêté royal, le mot "bedrijfszetel" est remplacé par les mots "centrum van werkzaamheden".

II. Arrêté royal relatif à la forme des copies des comptes annuels délivrées par la Banque nationale de Belgique et au montant des frais dûs à la Banque nationale de Belgique pour l'obtention de ces copies.

Les articles ler et 2 du projet trouveraient leur place normale après l'article 13 du projet qui a été examiné ci-avant.

.../...

Article 2.

Le a) serait rédigé plus simplement comme suit :

"a) l'abonnement annuel aux copies, délivrées sur microfilm en bobines libres, de l'ensemble des documents visés à l'article ... (article précédent) est fixé à cinq mille francs (5.000), T.V.A. non comprise. Cet abonnement comprend le coût des microfilms ... (la suite comme au projet).

III. Arrêté ministériel relatif aux frais de publicité des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale.

Au second alinéa du préambule, il y a lieu d'écrire :

" ... et les sociétés civiles à forme commerciale, notamment l'article 12, modifié par l'arrêté royal du ...". L'arrêté royal du 18 mars 1974 ne modifie, en effet, pas l'article 12, de sorte que sa mention doit être omise.

Article 2.

Le début du second alinéa serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"La déclaration prescrite par l'article 6, 34, alinéa ler, de l'arrêté royal du 7 août 1973 ... (la suite comme au projet".

Il y a lieu de supprimer les majuscules aux mots : tribunal de commerce.

Article 3.

Les textes français et néerlandais de la première phrase de cet article ne concordent pas.

Le texte néerlandais est plus précis que le texte français où l'expression "et autres", outre sa forme négligée, ne couvre pas un contenu perceptible.

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Les montants encaissés par les greffiers en vertu des articles ler et 2 sont transmis respectivement aux services du Moniteur belge et à la Banque nationale de Belgique".

*

* *

.../...

Il y a lieu d'écrire "alinéa ler" et non "alinéa 1". Cette remarque vaut pour les trois projets.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De ontwerpen van koninklijke besluiten en het ontwerp van ministerieel besluit strekken tot uitvoering van bepalingen die nog geen kracht van wet hebben verkregen.

Dit advies wordt gegeven onder voorbehoud dat de uit te voeren bepalingen worden aangenomen en afgekondigd overeenkomstig de tekst van het wetsontwerp dat door de Senaat aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers overgezonden is (gedr. st. Kamer, zitting 1977-78, 2° 254-1).

*

II. Zoals tot één ontwerp zijn samengevoegd de opeenvolgende wetsontwerpen waaraan de thans onderzochte ontwerpen uitvoering bedoelen te geven, lijken, ter wille van de overeenstemming, ook samengevoegd te moeten worden : de ontworpen koninklijke besluiten die onderscheidenlijk bedoelen uitvoering te geven aan de artikelen 10, § 2, tweede lid, § 3, derde lid, en 80, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen enerzijds, en aan artikel 177bis van dezelfde gecoördineerde wetten anderzijds.

*
* *

TEKSTONDERZOEK.

Onder voorbehoud van de hiervoren onder II gemaakte algemene opmerking zou de tekst als volgt gewijzigd kunnen worden :

.../...

I. Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de neerlegging en de bekendmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

Het eerste lid van de aanhef moet in de volgende bewoordingen worden gesteld :

"Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 10, § 2, tweede lid, § 3, derde lid, gewijzigd bij de wet van 6 maart 1973, artikel 80, derde lid, gewijzigd bij de wet van ... en artikel 177bis, ingevoegd bij de wet van ...".

Het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de neerlegging en de bekendmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. De vermelding ervan moet vervallen en het tweede lid van de aanhef moet bijgevolg worden geschrapt.

*

Artikel 1.

Voorgesteld wordt :

.../...

"Artikel 1.-

In het opschrift van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de neerlegging en de bekendmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de neerlegging en de bekendmaking" worden vervangen door "de openbaarmaking";

2° in de Nederlandse tekst wordt het woord "vorm" vervangen door "rechtsvorm".

Artikel 5.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 1974, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6. ...".

§ 1. De eerste twee alinea's kunnen beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"§ 1. De uittreksels uit akten die in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt, gaan vergezeld van zoveel afschriften als er vennootschappen zijn wier handelingen ... (zoals in het ontwerp).

De akten die bij wijze van vermelding moeten worden bekendgemaakt, worden in één exemplaar neergelegd. Bij de jaarrekeningen moet een afschrift worden gevoegd".

Voorgesteld wordt de eerste volzin van het derde lid als volgt te redigeren :

"De tekst van de vermeldingen wordt in twee exemplaren neergelegd".

§ 4. Duidelijkheidshalve zou de in deze bepaling bedoelde bijlage bovenaan de vermelding "Formulier IV" moeten dragen.

Artikel 9.

Het nieuwe artikel 11 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 11.-
Wanneer bekendmaking vereist is, wordt zij gedaan in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad binnen de termijnen door de wet bepaald".

.../...

Artikel 12.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt met het volgende lid aangevuld : ...".

Artikel 13.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 13.-

In de Nederlandse tekst van de artikelen 2, eerste lid, 3, tweede lid, 4, tweede lid, 5, § 1, 3° en 15, eerste en tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt het woord "bedrijfszetel" vervangen door de woorden "centrum van werkzaamheden".

II. Koninklijk besluit betreffende de vorm van de afschriften van jaarrekeningen die door de Nationale Bank van België worden afgegeven en het bedrag van de kosten dat voor het verkrijgen van die afschriften aan de Nationale Bank van België verschuldigd is.

De artikelen 1 en 2 van het ontwerp zouden normaal moeten komen na artikel 13 van het hiervoren onderzochte ontwerp.

.../...

Artikel 2.

De tekst onder a) kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"a) het jaarabonnement op de op microfilm op losse spoelen afgegeven afschriften van de gezamenlijke stukken bedoeld in artikel ... (vorig artikel) is vastgesteld op vijfduizend frank (5.000), exclusief B.T.W. Dit abonnement omvat de kosten voor de microfilms ... (voorts zoals in het ontwerp).

III. Ministerieel besluit tot vaststelling van het tarief voor de openbaarmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

In het tweede lid van de aanhef dient te worden gelezen :

"... en burgerlijke vennootschappen die de rechtsvorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij het koninklijk besluit van ..."

Het koninklijk besluit van 18 maart 1974 wijzigt immer artikel 12 niet en behoeft niet te worden vermeld.

Artikel 2.

Het tweede lid kan beter als volgt beginnen :

"De verklaring voorgeschreven in artikel 6, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 ...
(voorts zoals in het ontwerp).

In de Franse tekst van dit artikel schrijve men "tribunal de commerce" met kleine letter.

Artikel 3.

Er is een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst van de eerste volzin van dit artikel.

De Nederlandse tekst is nauwkeuriger dan de Franse, waarin de eerder slordige wending "et autres" geen merkbare inhoud dekt.

Artikel 4.

Voorgesteld wordt dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

De bedragen welke de griffiers krachtens de artikelen 1 en 2 ontvangen, worden onderscheidenlijk aan de diensten van het Belgisch Staatsblad en aan de Nationale Bank van België gezonden".

*

* *

In de Franse tekst schrijve men "alinéa 1er" in plaats van "alinéa 1". Deze opmerking geldt voor de drie ontwerpen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.